

Polynésie française		République française
Subdivision administrative des îles Sous-le-Vent		Liberté - Égalité - Fraternité
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES HAVA'I</b>		Subdivision Administrative des îles-Sous-Le-Vent <b>ARRIVÉE LE</b> <b>12 DEC. 2017</b> N° ..... 9508 / ISLV

**DELIBERATION COMMUNAUTAIRE**  
N° 37/CCH/17 du 8 décembre 2017

**Approuvant la décision modificative n° 05 du budget annexe des ordures ménagères**

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

En sa séance du 8 décembre 2017 à 13h00, convoquée par le Président de la Communauté de communes Hava'i, par lettre n° 240/CD/2017 du 7 novembre 2017,  
Sous la présidence de Monsieur Cyril TETUANUI, Président,  
Avec Madame TEROOATEA Sylviane, secrétaire de séance nommé(e) conformément à l'article L2121-25 du CGCT,  
30 membres titulaires du conseil communautaire étant en exercice,  
20 membres ayant voix délibérative sont présents au moment de l'ouverture des débats du point de l'ordre du jour et présents au moment du vote comme suit :

N°	CIV.	NOMS - PRENOMS	FONCTION	PRESENCE	ABSENCE	SUPPLEANCE DONNEE A	PROCURATION DONNEE A
1	M	TETUANUI Cyril	Président	X			
2	M	MOUTAME Thomas	1er vice-président	X			
3	M	LISAN Marcelin	2ème vice-président	X			
4	MME	TEMATARU Céline	3ème vice-président	X			
5	MME	TEROATEA Sylviane	4ème vice-président	X			
6	M	RAUFAUORE Woullingson	5ème vice-président	X			
7	MME	TAEAE Micheline	6ème vice-président	X			
8	M	HIRO Toni	7ème vice-président		X		
9	MME	GIBERT Pitori	8ème vice-président	X			
10	M	MAIARI Maire	9ème vice-président	X			
11	M	TIHOTI Sylvain	Délégué membre	X			
12	MME	AMARU Moeani	Délégué membre	X			
13	M	HAUPUNI Varo	Délégué titulaire		X		ROTA Tina
14	MME	ROTA Tina	Délégué titulaire	X			
15	M	EBB Moise	Délégué titulaire		X		
16	M	TERIIHAUNUI Hiomai	Délégué titulaire	X			
17	M	ROOPINIA Myron	Délégué titulaire		X		
18	M	ATGER Nick	Délégué titulaire		X		
19	M	TAEREA Raymond	Délégué titulaire		X		
20	M	PATERE Athanase	Délégué titulaire		X		
21	M	TAAROAMEA Bruno	Délégué titulaire	X			
22	M	TEPA Eremoana	Délégué titulaire	X			
23	MME	FAAHU Tatiana	Délégué titulaire		X		
24	M	TCHONG FONG Rudolphe	Délégué titulaire	X			
25	M	TEROU Puni	Délégué titulaire	X			
26	MME	TEANINIURAITEMOANA Dolores	Délégué titulaire	X			
27	MME	ATUAHIVA Alice	Délégué titulaire	X			
28	M	TAURUA Lucky	Délégué titulaire		X	YEE-ON Tarano	
29	M	MAHURU Teiva	Délégué titulaire		X		RAUFAUORE Woullingson
30	M	ARUTAHU Gabriel	Délégué titulaire	X			
<b>TOTAL</b>				20	10	01	02
<b>TOTAL VOTANTS (présents + suppléants + procurations)</b>						23	

Indication sur le résultat du vote :

Présents	20
Votants	22
Abstentions	00
Pour	22
Contre	00

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE**

- Vu** la Constitution de la République française du 4 octobre 1958 ;
- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 *modifiée* portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 et n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;
- Vu** le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales dans sa version applicable en Polynésie française ;
- Vu** la loi du Pays n° 2010-12 du 25 août 2010 relative à la mise en œuvre par les communautés de communes des dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** l'arrêté n° HC 1712 SAISLV du 30 décembre 2011 *modifié* portant création de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** l'arrêté n° 1765/CM du 27 novembre 2014 confiant à la communauté de communes de HAVA'I le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP 1<sup>er</sup> de la loi du Pays n° 2010-12 du 25 août 2010 ;
- Vu** l'arrêté n° HC 1784 DIRAJ/BAJC du 21 décembre 2015 portant extension du périmètre et approuvant les modifications statutaires de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** la délibération n° 49/2016 du 5 avril 2016 acceptant la mise à disposition de certains biens à destination de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** la délibération communautaire n° 27/CCH/16 du 27 juin 2016 portant acceptation de la mise à disposition des biens appartenant aux communes de Huahine, de Tahaa, de Maupiti et de Uturoa en vue d'accompagner le transfert effectif de la compétence relative à la gestion de la collecte et du traitement des ordures ménagères et assimilées au bénéfice de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** l'avis n° 24/CFB/17 du 8 décembre 2017 approuvant la décision modificative n° 05 du budget annexe des ordures ménagères ;
- Vu** l'avis n° 21/CEOM/17 du 8 décembre 2017 approuvant la décision modificative n° 05 du budget annexe des ordures ménagères.

**Considérant** que lors de la séance du conseil communautaire du 02/10/2017, le conseil communautaire a souhaité avoir plus d'information concernant l'opération « Construction d'un siège technique à Huahine ». Voici les éléments concrets pouvant aider les élus à prendre une décision.

**Opération n° 201710 - Construction d'un bureau CCH à Huahine**

Dans le but de distinguer les locaux de la communauté de communes Hava'i de ceux de la commune de Huahine, il est proposé de réaménager l'ancien bureau du service voirie mis à disposition de la CCH pour les agents et élus CCH basés à Huahine pour un montant estimé à **5.000.000 F CFP TTC**.

De plus, au fur et à mesure de l'avancement de l'opération n° 201201 - *Actualisation du PGD* d'un montant initiale de 15.615.593 F CFP, il a été constaté une insuffisance des crédits d'un montant de 1.000.000 F CFP.

Il serait convenable de compléter les crédits de cette opération en conséquence.

Enfin, en vue de recruter un nouveau chauffeur-éboueur et donc de prolonger le contrat à durée déterminée du chauffeur-éboueur actuel qui termine son contrat au 10 décembre 2017, il convient de prévoir des crédits en conséquence pour un SMIG à temps complet.

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : La décision modificative n° 05 du budget annexe des ordures ménagères est approuvée comme suit :

#### Section d'investissement - dépenses

Article / Fonction	N° Prog	Libellé	En moins	En plus
020	-	Dépenses imprévues	4.600.000	
2188-020	201701	Acquisition bacs 120 litre	1.400.000	
2313-020	201710	Aménagement d'un bureau CCH à Huahine		5.000.000
2031-020	201201	Actualisation du PGD		1.000.000
<b>Total</b>			<b>6.000.000</b>	<b>6.000.000</b>

#### Section de fonctionnement - dépenses

Article / Fonction	N° Prog	Libellé	En moins	En plus
64111-020	-	Rémunération principale	400.000	
64131-020	-	Rémunération temporaire		400.000
<b>Total</b>			<b>400.000</b>	<b>400.000</b>

**Article 2** : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage et/ou de sa publication.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

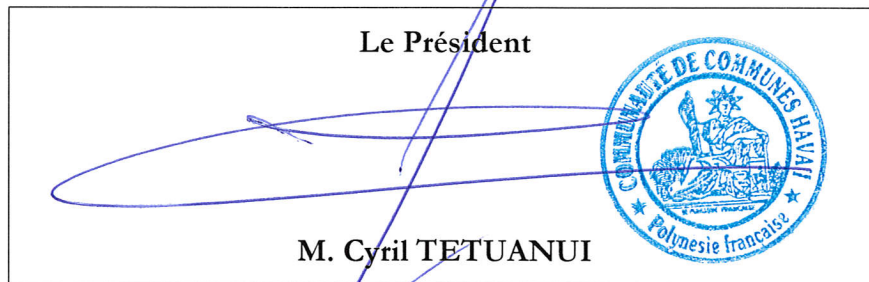
En application de l'article R 421-2 du code de justice administrative "*Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet*".

**Article 3** : Le Président de la communauté de communes Hava'i certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération.

**Article 4 :** La présente délibération est affichée et transmise au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent. Ampliation est adressée au :

- Comptable public de la communauté de communes Hava'i.

Fait et délibéré le 8 décembre 2017  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations



**Contrôle à posteriori**

Acte rendu exécutoire de plein droit après publication ou affichage ou à leur notification ainsi qu'à leur transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent :

- Date d'affichage et/ou de publication : 12 DEC. 2017
- Date de transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent : 12 DEC. 2017
- Délibération rendue exécutoire de plein droit à la date du : 12 DEC. 2017